



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025219-0011 du 7 août 2025

Arrêté préfectoral complémentaire actualisant la situation administrative de l'installation exploitée par la société AUTO CASSE THIEBAULT sur le territoire de la commune de ROSIERES-PRES-TROYES

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment son Livre V, Titre 1^{er}, en particulier les articles L. 181-14 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010 autorisant la société AUTO CASSE THIEBAULT, à exploiter une installation de récupération, de stockage et de traitement de Véhicules Hors d'Usage (V.H.U) de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet métallique situé « ZI des Pivoisons » sur la commune de ROSIERES-PRES-TROYES (10430) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012052-0003 du 21 février 2012 actualisant les rubriques ICPE de la société AUTO CASSE THIEBAULT ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 fixant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place d'une filière de recyclage de pièces d'occasion transmis le 19 décembre 2024 ;

VU le courriel du SDIS du 28 mars 2025 relatif au besoin en eau de l'extension ;

VU le rapport du 25 avril 2025 établi à la suite de la visite de l'installation effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL le 26 mars 2025;

VU le courrier recommandé du 25 avril 2025 avec accusé de réception du 2 mai 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société AUTO CASSE THIEBAULT et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet, spécifiée par courriel du 26 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'instruction du dossier de porter à connaissance susvisé démontre que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'intégrer les nouvelles parcelles au périmètre ICPE et d'y faire appliquer les règles de gestion permettant de défendre les intérêts protégés au titre de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1. PORTÉE DE L'ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

La société AUTO CASSE THIEBAULT, dont le siège social est situé 12, rue Denis Papin, ZI des Pivoisons à ROSIERES-PRES-TROYES (10430), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à exploiter les installations suivantes sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2010 et des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées visées à l'article 1.4 (Activités autorisées) et les parcelles cadastrales visées à l'article 1.1 (Objet de l'Autorisation) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10-0168 du 19 janvier 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2.1 Le contenu de l'article 1.4 « Activités autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Liste des installations exploitées :

« Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion d'installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	A	Volume maximal susceptible d'être présent : 40 t
2712-1	2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	E	Surface : 42 811 m²
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	E	Surface : 1 000 m²
2714-2	2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	NC	Dépôt de pneumatiques usagés et hors d'usage d'un volume maximal de 20,25 m³
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³	NC	Dépôt de pneus neufs d'un volume maximal de 11,25 m³
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs,	NC	Quantité de matières combustibles présentent dans le bâtiment de stockage de pièces d'occasion : Papier : 2 t Bois de palette : 2 t Plastique : 20 t Soit une quantité total de 24 t
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, la surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m ²	NC	Atelier entretien d'une surface de 222 m ² Atelier réparation du bâtiment principal d'une surface de 360 m ² Soit une surface de 478 m²

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
2565-2	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc) de surfaces (métaux, matières plastiques, semiconducteurs, etc) par voie élec ou chimique	NC	Laveuse de pièces automatique : vol = 60 l Fontaine de dégraissage : vol = 40 l Soit un volume de 100 l
1432-2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente inférieure à 10 m ³	NC	Cuve de fioul domestique enterrée et en fosse = 5 m ³ Cuve de gasoil enterrée et en fosse = 5 m ³ Soit une capacité équivalente de 0,4 m³
1434-1	Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant supérieur ou égal à 5 m ³ /h	NC	Poste de distribution de gasoil débit = 0,95 m³/h

Les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation ;
- E signifie Enregistrement ;
- D signifie Déclaration ;
- DC signifie Déclaration avec Contrôle ;
- NC signifie Non Classé.

Article 2.2 Situation de l'établissement

Les parcelles cadastrales mentionnées à l'article 1.1 « Objet de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 10-0168 du 19 janvier 2020 sont remplacées par les parcelles ci-après :

Commune	Parcelles	superficie
ROSIERES-PRES-TROYES ZI des Pivoisins	Partie « Historique » : Section ZC, parcelles n° 244, 306, 304, 343	26 185 m ²
	Partie « Usine » : Section ZC, parcelles n° 0427 et 0223	16 626 m ²

ARTICLE 3. RÈGLE DE GESTION DE LA PARTIE « USINE »

La partie « Usine » du site est soumise au même règle de gestion que la partie « Historique », et répond aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité.

ARTICLE 4. DÉFENSE INCENDIE

Sur la partie « Usine », l'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie avec un débit de 180 m³/h disponible durant 2 heures. L'exploitant s'assure des capacités (débit, pression) d'hydrant (type PI : Poteau Incendie) au niveau du carrefour de la rue Blaise PASCAL et de la rue Denis PAPIN, qui doivent être complétées par l'une des solutions suivantes :

- Disposer d'une citerne souple de 120 m³ sur le parking à plus de 10 mètres et moins de 150 mètres du bâtiment à défendre conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 précité,
- Ou assurer l'accès du SDIS à l'hydrant (type PI) situé au Nord de la parcelle ZC 0427, par tous les moyens nécessaires (défrichage, installation d'un portillon d'au moins 1,40 mètres, travail de la pente, ...).

L'exploitant fait valider la solution retenue par le SDIS et transmet à l'inspection des installations classées tous les éléments justifiant de la mise en place d'une des solutions (Facture, Photographies,) dans un délai ne devant pas dépasser les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5. GESTION DES EAUX EXTINCTION

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées avant d'entraîner toute pollution vers les sols, les cours d'eau ou le milieu naturel.

ARTICLE 6. PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Dans un délai ne devant pas excéder 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant formalise son plan de défense incendie conformément au disposition de l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 précité et le tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7. ABROGATION

L'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2012052-0003 du 21 février 2012 est abrogé.

ARTICLE 8. NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société AUTO-CASSE THIEBAULT.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROSIÈRES-PRÈS-TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de la commune de ROSIÈRES-PRÈS-TROYES dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de ROSIÈRES-PRÈS-TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.